

La chaire

La protection sociale et son évolution font aujourd'hui partie des principales questions économiques en débat, en France comme dans le reste de l'Europe et des pays développés.



Les prestations de protection sociale (santé, vieillesse, famille, chômage, logement, pauvreté et exclusion) représentent aujourd'hui 29% du PIB, et leur part dans la richesse nationale s'est accrue de quatre points et demi depuis le début des années 1980.

Dans un contexte de sous emploi persistant, qui a contribué à accroître les demandes de protection et laisse certaines populations dans des situations d'extrême fragilité, tout en grevant les ressources publiques disponibles, la question du rôle économique de l'**Etat-providence**, de son efficacité en termes de croissance et de redistribution, et des réformes qu'impliquent le vieillissement des populations et la nécessité de prendre en charge de nouveaux risques sociaux (par exemple la dépendance) se trouve posée avec acuité.

Dans la période récente, une série de réformes sont ainsi intervenues, parmi lesquelles la loi Fillon sur les retraites, la prestation d'accueil du jeune enfant, la réforme de l'assurance maladie et celle à venir de l'hôpital, la prestation de compensation du handicap (PCH) et, en 2009, la mise en place du revenu de solidarité active (RSA).



S'y ajoute la montée en puissance de nouveaux acteurs dans la régulation du système : à côté des caisses de sécurité sociale, et de l'Etat, une place grandissante est prise par les organismes d'assurance complémentaire et supplémentaire, et surtout par les départements, qui, avec l'APA, la PCH et le RSA ont désormais en charge des pans entiers de la protection sociale.

Enfin, les processus de coordination européens ont pris depuis 1999 une importance croissante, avec l'adoption « d'indicateurs » visant à favoriser le « benchmarking » des politiques sociales, et ce dans un contexte d'élargissement, qui relativise la portée de modèles nationaux comme celui de la France ou de l'Allemagne.



L'ensemble de ces évolutions induit des besoins de mise en perspective, confrontant les analyses macro et micro économiques de la protection sociale, et celles de l'environnement social dans lequel elle s'exerce (marché du travail, solidarités familiales, institutions).

C'est l'objet des enseignements de cadrage proposés ici: fournir une vision d'ensemble des problèmes économiques auxquels est confronté notre système de protection sociale, et chacun dans ses différents segments (santé, retraites, minima sociaux, indemnisation du chômage, politiques familiales et du logement...).

